

Déclarations : LCR unitaires, communistes unitaires, Mars, Alternatifs, J.Bové, M.G. Buffet, O. Besancenot, collectif.

DECLARATION LCR unitaire courant UNIR

Communiqué

Tout faire pour battre Sarkozy par le vote Ségolène Royal

La mobilisation exceptionnelle des électeurs et des électrices a manifesté la volonté d'empêcher la réédition du 21 avril 2002.

L'enjeu est à présent clair : au second tour, Nicolas Sarkozy sera tout à la fois le candidat de la droite et de l'extrême droite. Il veut imposer une politique qui représente une grave menace pour les salariés, les jeunes, les femmes, les immigrés, le peuple de ce pays. La mobilisation de toutes et de tous est nécessaire pour le battre. Aucune voix ne doit manquer à Ségolène Royal, le 6 mai.

La gauche, dans ses diverses composantes, n'a pourtant pas été à la hauteur de la situation.

Le Parti Socialiste, avec le « pacte présidentiel » porté par Ségolène Royal, n'a pas proposé la politique de rupture avec le libéralisme et avec la logique antidémocratique de la V^e République, qui est nécessaire pour répondre aux aspirations populaires.

Quant aux forces de la gauche antilibérale, victimes du vote utile, elles n'ont pas su s'appuyer sur la dynamique du « non » de gauche au traité constitutionnel européen et sur les mobilisations sociales des dernières années, qui se sont poursuivies durant toute la campagne électorale. Elles se sont dispersées dans une concurrence qui a fait perdre à leurs propositions politiques une grande part de crédibilité.

Nous nous félicitons du résultat de notre camarade Olivier Besancenot, mais force nous est en même temps de constater que le total des voix antilibérales à gauche est le plus faible depuis une décennie.

Forte de son résultat, il est de la responsabilité de la LCR de prendre dès aujourd'hui, avec la toute la gauche du 29 Mai, des initiatives pour mobiliser toutes les énergies contre Sarkozy, en faisant ainsi entendre l'exigence de la rupture avec le libéralisme, indispensable si l'on veut vraiment battre la droite. L'appel à la tenue d'un grand meeting de la gauche antilibérale à Paris, et de réunions du même type en province, doit permettre d'amplifier la mobilisation pour battre le candidat de la droite et de l'extrême droite.

Au-delà, il est également de la responsabilité de la LCR de prendre l'initiative de rassembler la gauche antilibérale dans l'objectif de construire une réelle alternative à la droite et au social-libéralisme, ce qui passe en premier lieu par la recherche d'un maximum de candidatures communes aux élections législatives.

Battre Sarkozy le 6 mai, empêcher la droite d'avoir une majorité à l'Assemblée nationale en juin, redonner son poids véritable à la gauche antilibérale dans l'électorat populaire, en toute indépendance vis-à-vis du social-libéralisme et de ses tentations d'alliance au centre : tels sont les

objectifs que défendent les militants unitaires de la LCR.

Le 22 Avril 2007, 23h00

Christian Picquet, Alain Faradji, Céline Malaisé, Francis Sitel
Membres du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire
Courant UNIR 100% à gauche de la LCR

+++++

Déclaration des Communistes unitaires

Tous ensemble battre Sarkozy et reconstruire la gauche antilibérale La mobilisation des milieux populaires et des jeunes témoignent d'un très fort intérêt pour l'élection présidentielle, particulièrement de la volonté de se mobiliser contre Nicolas Sarkozy. Au vu du score élevé de Ségolène Royal, l'affaiblissement de l'ensemble de la gauche résulte de la division des forces antilibérales ; division qui les a marginalisées. Nous sommes ainsi face au danger que représente le résultat de la droite la plus dure. Le 6 mai, il faut battre Nicolas Sarkozy, éviter la victoire de la droite ultralibérale, sécuritaire et liberticide, empêcher le danger de fracture politique, sociale et démocratique. Nous appelons donc à voter en faveur de Ségolène Royal au deuxième tour. Cet appel n'est empreint d'aucune illusion sur son programme, où l'emportent nettement les recettes social-libérales. Il est indissociable de notre volonté de réponse aux urgences et de construction d'une perspective de transformation. Deux années de luttes, de la victoire du Non au référendum à celle contre le CPE n'ont pas trouvé de traduction électorale, contrairement à ce qui s'est passé par exemple aux Pays-Bas. Le gâchis consécutif à l'explosion de la dynamique unitaire des antilibéraux est avéré. Il se vérifie que leur action ne peut avoir de sens et de force que dans un cadre unitaire. Il n'y a rien de plus urgent que de dépasser la division, la concurrence, les réflexes hégémoniques, les logiques d'appareil ou la rancune : il faut les empêcher d'être des obstacles insurmontables à la construction d'un rassemblement antilibéral. Autre chose était possible avec les citoyens, le mouvement social, les organisations antilibérales. Et autre chose doit maintenant se construire, avec la relance d'une dynamique unitaire aux législatives, et au-delà vers les élections municipales et cantonales. Aucun préalable à la recherche d'unité ne se justifie. L'antidote face au risque de constitution à l'Assemblée nationale d'une alliance entre le Parti socialiste et l'UDF est l'affirmation aux législatives d'un fort courant unitaire, se traduisant par la constitution d'un groupe de députés antilibéraux, refusant toute compromission avec une politique social-libérale. La division ne peut plus durer. Partant du processus existant avec la coordination nationale des collectifs antilibéraux, un cadre unitaire est indispensable, incluant tous les acteurs - organisations, collectifs, militants associatifs et syndicaux, citoyens non organisés... - ayant participé aux différentes campagnes (Besancenot, Bové, Buffet) ou n'ayant pas fait campagne, quel qu'ait été leur vote, en créant les conditions pour que chacun y trouve sa place. C'est en mêlant les différentes cultures dont sont issus toutes celles et

tous ceux qui aspirent et luttent pour changer la société, que l'on travaillera le projet politique, que l'on développera une nouvelle culture citoyenne et démocratique. Ce n'est que dans un cadre unitaire que peut s'élaborer une politique alternative. Les Communistes unitaires susciteront et prendront leur part aux constructions unitaires qui se développeront dans les prochaines semaines et les prochains mois, où tous sans exception devraient se retrouver. La concrétisation immédiate et dans la durée d'une telle démarche contribuera à l'ampleur et à la portée des luttes sociales à venir. Saint-Denis, le 22 avril 2007, 21h00

+++++

DECLARATION DU MARS-GAUCHE REPUBLICAINE

POUR BATTRE SARKOZY LA SEULE VOIX ROYALE EST A GAUCHE !

La campagne pour le premier tour des Présidentielles n'aura pas comblé les attentes de tous ceux qui espéraient en faire le prolongement politique du non au TCE et des mobilisations sociales qui ont suivi. Les sondages, les témoignages, la forte mobilisation militante et citoyenne dans les meetings, ont confirmé la priorité accordée par nos concitoyens à la question sociale. Ce sont ces thèmes qui auraient dû être au centre des débats et des propositions. Par manque de volonté ou de crédibilité, la gauche, toutes tendances confondues, n'a pas su suffisamment s'en saisir pour imprimer plus fortement sa marque sur la campagne. Résultat : elle obtient, toutes candidatures cumulées, un score relativement faible et son message a été si brouillée qu'un candidat centriste a pu apparaître aux yeux d'une partie de ses électeurs comme la meilleure alternative contre Nicolas Sarkozy. Force est de reconnaître qu'entre un projet social-libéral de gauche et un projet libéral-social de centre droit, la différence ne saute pas aux yeux et que du coup l'impact personnel peut prendre le pas sur les considérations politiques.

Fort heureusement les électeurs non seulement se sont déplacés en masse, confirmant après la campagne référendaire le civisme et le vif intérêt de nos concitoyens pour la politique et abaissant du coup le score du Front National, mais surtout suffisamment d'entre eux ont finalement décidé que le clivage gauche/droite était encore le plus efficace moyen de s'opposer à Nicolas Sarkozy. Ce choix nous permet aujourd'hui de prendre part sans réserve à la bataille qui s'annonce. Il faut battre Nicolas Sarkozy ! Car le candidat de l'UMP n'est pas seulement dangereux pour ses accès d'humeur vis-à-vis de la presse ou ses attitudes provocatrices face aux jeunes des banlieues. Par son action et son projet, tout démontre sa volonté d'imposer à notre pays une contre-révolution libérale à la hauteur de ce que fut celle de Margaret Thatcher en Angleterre. Sarkozy est aussi l'homme des ruptures annoncées avec tout ce qui reste de la tradition gaulliste. Ultra l'atlantisme, son soutien à Bush laisse penser que contrairement à Jacques Chirac il aurait engagé la France dans le conflit irakien. Enfin il n'hésite pas, à, tour à tour, flatter aussi bien les replis communautaires qu'à se faire le chantre des valeurs « chrétiennes » ou à dangereusement lier identité nationale et immigration.

Le Mars-Gauche Républicaine appelle en conséquence à voter sans réserve pour Ségolène Royal.

Dans le même temps nous lui affirmons, ainsi qu'au Parti Socialiste, qu'il est encore temps d'orienter son projet à gauche. De nouvelles voix vont s'élever pour appeler à une alliance avec le centre. Elles ne feront ainsi que concrétiser l'idéologie sociale-libérale qui domine depuis trop longtemps le PS en une construction politique ad hoc. Ces voix sont de mauvaises conseillères : ce n'est pas en lorgnant sur sa droite que Ségolène Royal battra celle-ci. Mais même

en cas de victoire, ce funeste projet serait le plus sur moyen de s'éloigner encore un peu plus de l'aspiration et des besoins du plus grand nombre et donc de préparer de futures défaites plus cuisantes encore que celle d'avril 2002. Si Ségolène Royal veut mobiliser davantage l'électorat populaire que son adversaire, elle ne doit pas seulement gérer le vote utile dont elle a déjà bénéficié mais elle doit renouer avec la vocation transformatrice de la gauche. Il lui appartient non de glorifier abstraitement la valeur travail mais de s'attaquer à une répartition des richesses qui depuis 10 ans n'a eu de cesse de se faire au profit des revenus du capital et au détriment de ceux des salaires. Ce n'est pas la priorité à la réduction de la dette qui doit servir de boussole à notre politique économique mais bien des mesures pour la création d'emploi et pour résoudre les besoins urgents qui se posent aujourd'hui en matière d'éducation, de logement, de santé, de lutte contre la pollution, etc... Ce qui au demeurant aurait à terme des effets sur le désendettement de la France en relançant la croissance.

Il est également nécessaire d'affirmer clairement une politique de maintien et d'essor des services publics ce qui passe notamment par le retour à un service 100% public de l'énergie et à l'arrêt de l'ouverture au marché engagée sur plusieurs secteurs. Enfin, elle doit clairement redonner au parlement la place centrale qu'il devrait détenir dans une 6^{ème} République qui n'oublierait pas également d'instaurer une véritable démocratie sociale dans les entreprises. Voilà le type de mesures qui seraient à même de motiver le peuple de gauche.

A vrai dire, nous n'imaginons guère Ségolène Royal et son parti opérer pareille évolution par eux-mêmes. C'est pourquoi la gauche antilibérale ne doit pas rester spectatrice de cette bataille. Nous restons convaincus – et le phénomène Bayrou l'a paradoxalement prouvé – qu'il y avait matière pour elle à atteindre un score historique et ainsi à peser réellement sur toute la gauche. Bien sûr le traumatisme du 21 avril a joué. **Mais c'est sa division, ajoutée au rôle protestataire dans lequel se sont maintenus, non sans talent parfois comme le démontrent les résultats, les candidats d'extrême gauche, qui l'ont d'abord renvoyé à un rôle finalement subalterne. Et ce alors que malgré le vote utile, environ 10% d'électeurs se sont tournés sur des candidats à gauche du PS. Il lui revient maintenant d'être utile pour le second tour. A cet effet nous avons signé un appel avec plusieurs personnalités (cf note) à un grand meeting unitaire rassemblant toutes celles et tous ceux qui ont battu ensemble les estrades pendant la campagne du référendum pour que chacun, avec ses différences, mais sur la base commune de rupture avec le libéralisme, viennent apporter sa pierre à la mobilisation contre Sarkozy. Et indiquer ainsi au PS qu'il est encore temps de s'engager dans une autre politique et sur un autre projet pour les cinq années à venir.**

Il nous appartient de reprendre l'offensive. Que l'échec de notre division nous aide à comprendre que divisés nous restons bien peu utiles à notre peuple. Et qu'ensemble nous serions à la fois plus efficaces pour battre Sarkozy et pour poser la question de la résistance au libéralisme et de la transformation politique, sociale et démocratique dans les cinq années à venir. A commencer par les législatives où les militants du Mars-Gauche Républicaine œuvrent depuis des semaines au maximum d'accords unitaires.

Le 22 avril 2007

+++++

LES ALTERNATIFS

COMMUNIQUE 22 avril 2007

SARKOZY NE PASSERA PAS !

Même si le résultat obtenu par José Bové est modeste, notre campagne a été militante, brassant la diversité des engagements sociaux et politiques, reposant sur l'intervention, souvent pour la première fois, de dizaines de milliers de citoyennes et citoyens dans le combat politique.

Pour la première fois aussi, la gauche alternative et altermondialiste a participé à un scrutin présidentiel, c'est un premier jalon.

De nombreux suffrages se sont portés sur les candidat-e-s de la gauche du 29 mai, mais la division a empêché l'émergence d'une dynamique large.

Ce combat continuera aux législatives avec une présence importante de la gauche alternative, altermondialiste et écologiste, et nous souhaitons que des accords de non-concurrence puissent être passés à ces élections avec la LCR et le PCF dans le plus grand nombre de départements.

Dans les deux semaines qui viennent, les Alternatifs mèneront une campagne active, avec toutes les forces de la gauche de transformation sociale prêtes à s'engager dans cette voie, pour faire barrage à Nicolas Sarkozy, candidat de la droite autoritaire, des discriminations, de la soumission au MEDEF et à l'atlantisme.

Le 1er mai, dans la rue, se manifesterà la volonté de barrer la route à Sarkozy et à la Droite de combat, et de construire les mobilisations sociales, démocratiques, écologiques, indispensables pour la transformation de la société.

+++++

Déclaration de José Bové au soir du premier tour

Je remercie les centaines de milliers de citoyennes et de citoyens qui ont fait le choix du rassemblement de la gauche alternative et écologiste.

Ce résultat n'est pas à la hauteur de nos espérances mais, en quelques semaines de campagne, un élan unitaire a rassemblé celles et ceux qui veulent combattre ensemble, dans les luttes et dans les urnes, la précarité sociale, les discriminations, les dégâts portés à l'environnement ; celles et ceux qui veulent promouvoir ensemble, dans les luttes et dans les urnes, une véritable transformation sociale, démocratique et écologique.

Ce soir, nous mesurons le gâchis électoral qu'a constitué la division des forces de gauche qui ne se reconnaissent pas dans le programme du Parti socialiste. Comme nous n'avons cessé de le dire pendant toute la campagne, nous ne nous résignons pas à cette division.

Un autre avenir est possible pour la justice sociale, la rénovation démocratique et la sauvegarde de notre planète. Il suppose une gauche de transformation sociale suffisamment forte et unie pour en finir avec une gauche d'accompagnement du modèle économique libéral.

Pour l'heure, j'appelle les citoyennes et les citoyens, le 6 mai prochain dans les urnes, à battre Nicolas Sarkozy, candidat de la droite et de l'extrême droite. Cet homme est dangereux. Son élection entraînerait de nouveaux coups contre les droits sociaux, les libertés démocratiques et la protection de l'environnement. Elle conduirait notre pays à un alignement sur la politique guerrière de Bush.

Sarkozy ne passera pas ! Un autre monde est en marche. Un autre avenir est possible.

+++++

22 avril 2007

Déclaration de Marie-George Buffet consécutive au 1er tour des élections présidentielles

En battant tous les scores de participation sous la 5ème République, notre peuple vient de montrer l'importance capitale qu'il donnait à ce scrutin manifestement dominé par une question centrale : pour ou contre Nicolas Sarkozy.

Exacerbé par le présidentielisme et la médiatisation, cet enjeu a dominé tous les autres. A gauche, le dramatique danger de voir l'emporter une coalition de la droite et de l'extrême droite a produit un véritable effet de souffle du vote dit « utile » qui a joué massivement en faveur de Ségolène Royal, et même pour une part de François Bayrou. Il a particulièrement joué sur les électrices et électeurs les plus déterminés à faire gagner la gauche, et notamment un grand nombre d'électrices et d'électeurs communistes. Ces résultats ne sauraient traduire l'audience réelle du Parti communiste dans notre pays.

Nicolas Sarkozy est un homme dangereux qui a délibérément choisi de reprendre les thèses insupportables du Front National afin de devenir le candidat de la droite et de l'extrême droite. Il doit absolument être battu. Lucide sur les insuffisances et les ambiguïtés du programme de la candidate socialiste, j'appelle sans hésitation tous les hommes et toutes les femmes de gauche, toutes et tous les démocrates, à voter et faire voter le 6 mai Ségolène Royal.

Je lance cet appel avec d'autant plus de force que la situation est difficile. Avec moins de 40% des suffrages exprimés, la gauche réalise un de ses plus bas scores sous la 5ème République.

J'appelle les communistes, toutes celles et tous ceux qui, dans leurs diversités, ont fait avec moi une campagne magnifique de mobilisation et de détermination, à ne pas relâcher leur effort.

Jusqu'au 6 mai, il nous faut tout faire pour battre Nicolas Sarkozy. C'est vital pour notre peuple qui subirait sans cela, durant cinq ans, la politique ultra-libérale d'une droite décidée à en finir une fois pour toutes avec notre système social.

Ce que je veux dire, enfin, c'est que malgré ce résultat évidemment très loin de nos espérances, nous avons mené un beau combat. Jamais nous n'avons voulu céder à ces discours selon lesquels il ne serait pas possible, en France, de changer les choses en grand.

Tout au long de la campagne, j'ai pu mesurer combien les attentes qui se sont manifestées puissamment dans les luttes contre les réformes Raffarin, dans la campagne contre la constitution libérale de l'Europe ou pour arracher le retrait du CPE sont toujours présentes et attendent des réponses de la gauche.

Pendant toutes ces semaines, les militantes et militants communistes, les nombreux élus qui m'ont soutenu, les acteurs et actrices du mouvement social, les hommes et les femmes qui furent à nos côtés pendant cette campagne, ont montré une grande résolution à faire gagner en France les idées de progrès social et d'humanité.

Ces idées là, quoi que l'on nous dira ces prochaines semaines, sont et resteront toujours vivaces. Et le Parti communiste sera toujours là pour les relayer, les renforcer dans les luttes, les porter aux côtés de tous les hommes et femmes de France qui aujourd'hui rêvent d'une vie enfin meilleure.

Je veux le redire ici. Il n'y en France aucune fatalité au chômage, à la misère, à la vie telle que l'on veut nous l'imposer. Alors continuons le combat, dès demain pour battre la droite et pour imposer aux élections législatives, dans quelques semaines, le changement dont notre pays a besoin.

+++++

Déclaration d'Olivier Besancenot

Près d'1,8 million d'électeurs et d'électrices se sont rassemblés autour de ma candidature. C'est 600 000 de plus par rapport à 2002. Malgré la pression du « vote utile » qui dans les dernières semaines a servi de seul programme à la campagne de Ségolène Royal, plus de 4,5% d'électeurs ont porté leurs suffrages sur mon nom. C'est un encouragement précieux pour les luttes de demain. Merci à celles et ceux qui viennent de voter pour moi. Nous avons réussi ensemble dans cette campagne, au-delà de notre score, à répondre aux attentes sociales de la population. Pour le droit à l'emploi, l'augmentation du pouvoir d'achat ou encore le droit au logement... Le SMIC à 1500 euros net, l'augmentation de tous les revenus de 300 euros nets, la réquisition des logements vides, l'interdiction des licenciements et la lutte contre les discriminations ; autant de questions désormais installés dans la société et dans le monde du travail ; autant de mobilisations à venir pour faire entendre notre voie et notre force.

Nicolas Sarkozy est donc en tête et qualifié au second tour face à Ségolène Royal. La droite vient depuis cinq ans de mener une politique de démolition systématique de nos conquêtes sociales, et Sarkozy veut appliquer désormais à la société française le traitement de choc du MEDEF. C'est à dire plus d'inégalités, plus d'injustices et moins de libertés. Le Pen est exclu de la compétition et c'est une excellente nouvelle. Mais Sarkozy a mené une campagne extrêmement réactionnaire. Chassant sur les terres du FN, cet homme et son programme sont un danger majeur immédiat.

Personne n'est propriétaire de ses voix et chacun, chacune est évidemment libre de son vote le 6 mai. Mais depuis cinq ans la LCR combat la politique de Chirac et de ses premiers ministres dans la rue comme dans les urnes. C'est en ce sens que je vous appelle le 1 mai à manifester dans toutes les villes de France pour les mesures d'urgence sociales que j'ai défendues dans cette campagne et contre le projet antisocial de Sarkozy. Contre cette droite arrogante, le deuxième tour prend nécessairement l'allure d'un referendum anti-Sarkozy pour tous ceux et celles qui entendent résister à sa politique. Le 6 mai nous serons du côté de ceux et celles qui veulent empêcher Nicolas Sarkozy d'accéder à la présidence de la république. Il ne s'agit pas de soutenir Ségolène Royal mais de voter contre Nicolas Sarkozy.

Face à cette droite dure, le parti socialiste et sa candidate ne sont pas en effet à la hauteur. J'ai proposé tout au long de cette campagne une redistribution des richesses. Je constate que ce n'est pas le projet du PS qui se situe sur le même terrain que la droite en acceptant le libéralisme et en saluant les profits des grandes entreprises. Même sur le terrain du patriotisme et du nationalisme, le PS cherche à rivaliser avec la droite. sur le terrain du patriotisme et du nationalisme. C'est pourquoi la LCR ne se situe pas en soutien à Ségolène Royal.

J'appelle celles et ceux qui se sont reconnus dans nos propositions à se regrouper pour qu'ensemble nous puissions créer une force susceptible de les défendre dans les mobilisations sociales. Quelle que soit la présidence qui sortira des urnes le 6 mai, il faudra continuer à s'opposer aux politiques libérales et la LCR continuera à oeuvrer pour l'unité la plus large possible dans les luttes à venir. Et ce, si Sarkozy devait malheureusement l'emporter le 6 mai, mais également si Ségolène Royal était élue afin qu'elle connaisse une opposition à sa gauche et pas seulement à sa droite.

Nous avons besoin d'une nouvelle force anticapitaliste. Pour être utile comme nous l'avons été ces cinq dernières années dans les luttes et les résistances en s'appuyant sur la nouvelle génération politique qui émerge après les mobilisations contre le CPE, dans les banlieues et dans les entreprises,. La LCR vous propose de construire ensemble cette force capable de combattre le capitalisme et d'offrir l'espoir qu'un autre monde est possible.

Paris le 22 avril à 20h30.

+++++

POUR QUE LA GAUCHE ANTILIBERALE DISE ENSEMBLE

« Il faut battre Sarkozy en votant Ségolène Royal » !

La « drôle de campagne » est terminée. Malgré le brouillage de tous les repères, la candidate du Parti Socialiste s'est qualifiée pour le second tour. Divisée la gauche antilibérale n'a pu s'imposer comme un acteur essentiel de cette élection. Il lui revient aujourd'hui de dépasser sa dispersion électorale pour prendre ses responsabilités et contribuer à battre Sarkozy au second tour.

Nous nous adressons en ce sens à toute la gauche de gauche — des socialistes du « Non » à l'extrême-gauche — qui avait mené unitairement la campagne contre traité constitutionnel européen. Nous lui proposons de se retrouver à l'occasion d'un grand meeting commun à Paris, et de réunions du même type partout en France, pour appeler à battre la droite sur la base des exigences et valeurs de transformation sociale qui forment son patrimoine commun. Nous savons que les discours d'Olivier Besancenot, de José Bové, de Marie-George Buffet, de Jean Luc Mélenchon, des animateurs de la campagne du Non dont nous fûmes, et de bien d'autres encore, seront divers. Mais nous ne doutons pas de l'efficacité pour mobiliser toutes les énergies à gauche, de ce qui serait l'une des initiatives les plus significatives de l'entre-deux tours. Voilà bien le minimum que nous devons aux millions d'hommes et de femmes qui veulent conjurer la menace Sarkozy mais ne se retrouvent pas dans le « pacte présidentiel de Ségolène Royal.

Nous en sommes convaincus : la gauche ne doit pas s'adapter au libéralisme mais le combattre ; c'est le plus sûr moyen de battre la droite.

Nous n'avons pas changé d'avis, nous pensons toujours que les propositions de la candidate et la politique du Parti socialiste ne sont pas une réponse à la hauteur des attentes de l'immense majorité de la population, faute d'une volonté d'imposer un autre partage des richesses et des pouvoirs. Nous pensons toujours qu'il y a besoin d'une gauche qui saura de nouveau se tourner vers les classes populaires, donner la priorité à la satisfaction des besoins du plus grand nombre, affirmer son parti-pris féministe, relever enfin le défi de la redistribution des richesses, défendre un nouveau mode de développement respectueux des équilibres écologiques, replacer la souveraineté populaire au cœur de ses propositions pour la France et pour l'Europe. La campagne du premier tour a confirmé qu'il existait bien deux orientations divergentes à gauche et nous regrettons d'autant plus qu'une alternative unitaire à gauche n'ait pu peser de tout son poids pour empêcher la droitisation du débat électoral. Mais nous n'avons jamais confondu la droite et la gauche ; c'est pourquoi nous appelons à battre Nicolas Sarkozy en votant Ségolène Royal.

Car Nicolas Sarkozy est un homme dangereux. Il aspire à être l'artisan d'une contre-révolution conservatrice et ultra-libérale inspirée de Georges Bush. Il veut mettre en pièces ce qu'il reste des conquêtes sociales arrachées depuis la Libération (code du travail, protection sociale, service public, Etat social). Il entend promouvoir un autoritarisme attentatoire aux libertés et n'hésite même plus à s'en prendre à l'héritage des Lumières. Il abandonne l'ambition d'égalité républicaine au profit d'une vision communautariste de l'avenir de la société. Il prône un alignement atlantiste de la politique étrangère de la France sur celle des Etats-Unis. Il est poussé par une extrême-droite à laquelle il aura emprunté tout un pan de sa terminologie et de ses idées pour récupérer une partie de ses voix. Oui, décidément, aucune voix ne doit manquer pour lui barrer la route du pouvoir suprême.

Mais on ne battra pas Sarkozy en écoutant les sirènes centristes qui charment déjà d'importantes figures du Parti socialiste. C'est en répondant aux attentes sociales, en proposant une réelle alternative à l'ordre libéral, en retrouvant le peuple de gauche qui souffre des politiques menées depuis 25 ans, que l'on y parviendra. Ce message, il revient aux diverses composantes de la gauche antilibérale de le porter dans l'unité. Par-delà un total de voix qui représente son plus mauvais score de la décennie.

Rassemblée, à l'occasion de la campagne référendaire de 2005 comme dans les mobilisations sociales, la gauche de transformation avait démontré son utilité de contestation et de proposition et permis de révéler l'opposition majoritaire de nos concitoyens à la mondialisation libérale. **Divisée**, elle aura été vécue comme incapable de changer la donne à gauche. Le temps des bilans viendra, mais la question d'une alternative à l'alternance reste posée. Serait-il responsable de reproduire sans fin les concurrences qui viennent de nous conduire à l'échec ?

Pour notre part, nous en restons convaincus, l'ambition de changer la donne à gauche pour y rendre majoritaire une politique de transformation profonde de la société, reposera très vite la question de l'unité de la gauche antilibérale. De nouveaux chemins devront sans doute être explorés pour y parvenir. Cela dit, dès les législatives, la gauche antilibérale s'honorerait de présenter un maximum de

candidatures communes plutôt que de chercher à se compter en une compétition dérisoire. Et tout de suite l'organisation du meeting commun que nous proposons pour battre la droite serait un signe d'espoir envoyé à celles et ceux qui aspirent à une gauche authentiquement de gauche. Notre ambition est d'y travailler.

Le 22 avril 2007 – 21h00

Clémentine AUTAIN (féministe, élue de Paris app. PCF)

Eric COQUEREL (président du MARS Gauche Républicaine)

Claude DEBONS (ex-coordonateur des collectifs du 29 mai)

François LABROILLE (élu régional IDF Alternative citoyenne)

Roger MARTELLI (PCF, communiste unitaire)

Christian PICQUET (LCR unitaire)

Catherine TRICOT (communiste unitaire)

+++++

Orange vous informe que cet e-mail a été contrôlé par l'anti-virus mail.
Aucun virus connu à ce jour par nos services n'a été détecté.